



A Téhéran, le 9 décembre 2014. KAVEH KAZEMI/GETTY IMAGES/AFP

# Nasrin Sotoudeh, martyre de Téhéran

Cette avocate de 56 ans, militante des droits humains, est la prisonnière la plus célèbre d'Iran. Son cas fait l'objet d'une mobilisation importante à l'étranger

*C'est la beauté de leur geste, et c'est ce qui rend le régime nerveux.*

Nasrin Sotoudeh est condamnée à cinq ans de prison par un tribunal révolutionnaire, *in absentia* et sans que la justice l'en informe, pour avoir conspiré contre la sécurité du pays. Arrêtée en juin 2018, elle fait face à sept nouveaux chefs d'inculpation. Elle refuse de comparaître devant une telle juridiction d'exception, opaque et irrespectueuse des droits de la défense, qui finira par la condamner plus lourdement. Douze ans, donc.

Ces derniers temps, une vidéo assez ancienne a circulé sur Instagram. Datée de 2012, tournée au parloir de la prison d'Evin, on y voit M<sup>me</sup> Sotoudeh exulter d'allégresse devant ses enfants. Sa fille pleure. Son fils, lui, pose son front contre le vitrage de séparation. M<sup>me</sup> Sotoudeh caresse cette cloison transparente et se lance dans une pantomime joyeuse, en faisant mine de « voler » du bout des doigts le nez du garçonnet.

Aujourd'hui, Nima a grandi, il a 12 ans. Sa sœur, elle, étudie aux Beaux-Arts. De retour dans le même parloir, ils ont du mal à tout se dire à travers un combiné de téléphone. Une semaine sur deux, ils sont autorisés à s'asseoir autour d'une table, dans un vaste hall, sous l'œil des caméras de surveillance. Mehraveh parle peu, Nima sans cesse, interrompant ses parents dès qu'ils abordent des sujets politiques. Leur père, qui voue à Nasrin une admiration sans borne, a lui-même été emprisonné pendant 110 jours en 2018, accusé d'avoir soutenu la campagne contre le port du voile. C'est lui qui diffuse sur Facebook les dernières nouvelles.

A l'étranger, la condamnation de M<sup>me</sup> Sotoudeh a choqué. En France, des avocats se sont mobilisés. En avril, le président Macron a lui-même demandé sa libération à M. Rohani. En privé, l'entourage du président iranien déplore l'acharnement de la justice. Il assure que la célèbre détenue ne recevra pas ses 148 coups de fouet, que sa peine sera alléguée en appel et qu'elle finira par être libérée avant terme. Mais elle-même refuse de se plier au jeu et n'entend pas faire appel. Certains de ses amis craignent que son inflexibilité ne la perde. « Elle pense avoir encore un poids, que l'Union européenne peut faire pression sur l'Iran, estime M. Lahidji, de la FIDH. Je crains que ce soit une illusion. L'Etat a résolu de l'enterrer en prison, elle pèse à peine comme un pois chiche ! » Il est vrai qu'elle est maigre. Depuis un an, elle a mené deux grèves de la faim. La dernière a duré 27 jours ; elle s'en remet à peine. ■

LOUIS LÉ

Elle a recopié sa sentence à la main. C'est la procédure dans les tribunaux révolutionnaires iraniens. La somme des peines donne le tournis : sept ans et six mois de prison pour « collusion en vue de nuire à la sécurité nationale », 74 coups de fouet pour être apparue sans voile en public, un an et six mois pour « acte de propagande contre l'Etat », sept ans et six mois pour « appartenance à un groupe illégal », trois ans et 74 autres coups de fouet pour diffusion de fausses informations, deux ans pour trouble à l'ordre public et douze ans pour avoir encouragé la « corruption » et la « dépravation ». Cette dernière peine, la plus lourde, s'impose aux autres. Nasrin Sotoudeh, avocate et militante des droits humains, devra donc passer les douze prochaines années de sa vie entre les murs de la prison d'Evin, à Téhéran. Au risque d'en faire une martyre, la justice de son pays a résolu de faire disparaître cette quinquagénaire au visage pâle et osseux.

Peu d'Iraniens ignorent son parcours, riche de plus d'un quart de siècle de combats. Née quinze ans avant la révolution de 1979, Nasrin Sotoudeh a grandi dans la petite classe moyenne du centre de Téhéran. Son père, un commerçant sans éducation, fut, dit-elle, malheureux de voir naître une fille. Sa mère est pieuse et porte le voile, mais sans l'imposer à cette adolescente retorse et brillante. A l'examen national d'entrée à l'université, celle-ci arrivera dans le peloton de tête : 53<sup>e</sup> sur 300 000 candidats. Elle fera du droit, discipline prestigieuse et masculine ; surtout depuis la révolution et la prise de contrôle par des clercs de l'institution judiciaire.

En pleine guerre contre l'Irak (1980-1988, plus de 500 000 morts des deux côtés), ceux-ci bricolent un fatras législatif fondamentalement hostile aux femmes. Un peu de droit divin, beaucoup de droit du plus fort, une marge effrayante pour l'arbitraire. La jeune Nasrin, elle, trace sa voie à l'université Chahid-Behehti, où elle s'affirme féministe et laïque. Un drôle d'oiseau dans l'Iran de ces années-là. Diplômée en 1995, elle est déjà suspecte, et signalée par ses professeurs comme « élément perturbateur ». Le barreau de Téhéran la fera lanterner huit ans avant de lui accorder le droit d'exercer.

## Liberté en trompe-l'œil

Pour vivre, elle écrit dans des journaux réformateurs. Elle y croise un graphiste, Reza Khandan, qu'elle épouse bientôt. Tous deux respirent l'air de liberté qui souffle dans le pays après l'élection du président Mohammad Khatami (1997-2005). Ils croient à la capacité de ce religieux, entouré d'esprits progressistes, de réformer le « système »... Leur déception, face à son échec, ne s'effacera jamais. Enfin admise dans les tribunaux, M<sup>me</sup> Sotoudeh lutte contre la peine de mort, notamment celle infligée à des jeunes gens pour des faits commis lorsqu'ils étaient mineurs. Et tant pis s'il n'y a que des coups à prendre, à soutenir ces anonymes, pauvres le plus souvent, dans de lointaines provinces. « L'hiver dernier [en 2018], elle défendait un jeune condamné à mort à Chiraz, dans le sud du pays, se souvient, à Paris, son vieil ami Abdolkarim Lahidji, président d'honneur de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). La veille de l'exécution, elle avait fait la route de nuit depuis Téhéran, pendant une dizaine d'heures. Elle est arrivée trop tard. Ce soir-là, elle m'a appelé. Elle pleurait comme si elle avait perdu son propre enfant. »

Dans la capitale, l'intelligentsia est un cercle d'initiés. Une poignée d'avocats défendent les camarades avec lesquels, souvent, ils militent entre deux plaudoirs. Tous gravitent autour de Shirin Ebadi, Prix Nobel de la paix en 2003, dont le prestige international les protège. Dans les années 2000, Nasrin Sotoudeh s'attache, elle aussi, au Centre de défense des droits de l'homme, que dirige cette femme austère et appliquée, féministe et religieuse. M<sup>me</sup> Ebadi, son aînée de seize ans, a été la première juge du pays. En lui interdisant d'exercer, la révolution l'a transformée en militante.

Son centre finit par voler en éclats en 2009, durant la répression du « mouvement vert », des manifestations massives contre la réélection, jugée frauduleuse, du président ultra-conservateur Mahmoud Ahmadinejad. Cet été-là, Shirin Ebadi s'est mise à l'abri aux Etats-Unis, lorsque son mari lui annonce, au téléphone, qu'il a été pris en flagrant délit d'adultère à Téhéran, arrêté et condamné à mort trois jours plus tard. Pour se sortir de ce piège monté par les services de renseigne-

ment, il accuse publiquement son épouse de servir les intérêts des « impérialistes étrangers ». Celle-ci ne reviendra jamais au pays. Dans la foulée, les avocats affiliés à son centre sont arrêtés un à un.

M<sup>me</sup> Sotoudeh est emprisonnée à son tour en 2010, alors qu'elle défend des manifestants. La voici dans l'aile des prisonnières politiques d'Evin : trois halls liés par d'étroites coursives, une vingtaine de lits en métal pour des avocates, des journalistes et des artistes, des activistes de la minorité kurde, des chrétiennes converties ou encore des sympathisantes de sectes religieuses et politiques interdites. Un lieu sombre, glacial l'hiver, qui sent le détergent et l'huile de friture. Un îlot féminin dans une prison d'hommes.

Dès son arrivée, Nasrin Sotoudeh refuse de porter le tchador, pourtant obligatoire. Du dehors, elle n'aperçoit que les monts Elbourz, au nord de la capitale. Tout est fait pour la brimer : à la mort de son père, on lui interdit de sortir pour l'enterrement. Elle se lance dans trois grèves de la faim et s'inquiète pour son fils, Nima. « Il avait 3 ans, la détention de Nasrin l'a beaucoup marqué. Il n'a jamais cessé de craindre que cela se reproduise », témoigne Reza Khandan. A l'étranger, son cas devient un symbole : en 2012, le Parlement européen lui décerne le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit.

L'année suivante, l'élection à la présidence du modéré Hassan Rohani et la négociation internationale engagée sur le programme nucléaire du pays suscitent l'espoir. Mais Nasrin Sotoudeh a beau être libérée au mitan de sa peine, il ne s'agit, dans son esprit, que d'une liberté en trompe-l'œil. Elle s'en explique en riant à son ami cinéaste Jafar Panahi, dans *Taxi Téhéran* (2015), où elle joue son propre rôle : « Tu sais, Jafar, ils font en sorte que nous sachions qu'ils nous surveillent. Leurs tactiques sont évidentes. Ils te créent un casier politique. Tu deviens un agent du Mossad, de la CIA, du MI6... Ensuite, ils ajoutent une affaire de mœurs. Ils font de ta vie une prison. Tu es sorti, mais le monde extérieur n'est plus qu'une grande prison. Ils font de tes meilleurs amis tes pires ennemis. Il te reste à fuir le pays ou alors à prier pour retourner au trou. Donc il n'y a que ça à faire : ne pas s'en faire ! »

**« CES PERSONNES ACCEPTENT D'ENCOURIR TOUS LES RISQUES POUR DÉFENDRE LEURS CONVICTIONS. C'EST LA BEAUTÉ DE LEUR GESTE, ET C'EST CE QUI REND LE RÉGIME NERVEUX »**

SHIRIN EBADI  
Prix Nobel de la paix 2003

A la conclusion de l'accord sur le nucléaire, en juillet 2015, les Iraniens veulent croire au rêve de prospérité que M. Rohani leur fait miroiter. Des anonymes saluent l'avocate lorsqu'ils la rencontrent dans les galeries d'art. Ils l'encouragent quand ils la croisent au théâtre, son autre passion et sans trop s'attarder à ses côtés. « Les gens sont fatigués, ils sont déçus par le mouvement [de défense des droits civils], et ils ont raison », confie-t-elle à son amie Mansoureh Shojaee, militante féministe en exil.

## L'appel d'Emmanuel Macron

Un autre souci la ronge : le sentiment de culpabilité. Comment vivre libre tandis que sa consœur Narges Mohammadi, condamnée à seize ans de détention en 2016, croupit à Evin ? Elle sent son pays glisser de nouveau vers l'abîme. Le nouveau président américain, Donald Trump, promet d'imposer à l'Iran les pires sanctions de son histoire. Les investisseurs étrangers s'éloignent et les manifestations se multiplient. Des jeunes femmes osent alors défier, seules, les forces de sécurité. Brandissant leur voile au bout d'un bâton, elles protestent contre l'obligation de se couvrir en public. M<sup>me</sup> Sotoudeh ne sait que penser de leur courage qui tient autant du désespoir que du militantisme. Leur solitude l'effraie. « Mais il fallait bien que quelqu'un les défende ! », résume M<sup>me</sup> Shojaee. Ce sera elle, Nasrin Sotoudeh. Idem pour les jeunes manifestants arrêtés un peu partout en province, en janvier 2018.

Depuis son exil à Londres, Shirin Ebadi craint que la répression (26 morts, selon un bilan officiel, des milliers d'arrestations) provoque une guerre civile. Elle ne croit plus que le régime soit capable de se réformer. En février, elle appelle à organiser un référendum. Pour ou contre la République islamique ? En Iran, des amis de Nasrin Sotoudeh l'implorèrent de ne pas se joindre à cet appel, au risque de finir en prison. Mais comment pourrait-elle se dissocier de son amie et mentor ? Elle signe. « L'avocate Narges Mohammadi elle aussi a signé de l'intérieur de sa prison !, rappelle M<sup>me</sup> Ebadi. Ces personnes acceptent d'encourir tous les risques pour défendre leurs convictions.